MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA SOUVERAINETÉ
INDUSTRIELLE, ÉNERGÉTIQUE
ET NUMÉRIQUE
*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction générale du Trésor

BRÈVES ÉCONOMIQUES
Pays nordiques

Une publication du SER de Stockholm
N°128 – Semaine du 23 novembre 2026

LE CHIFFRE DE LA QUINZAINE

Dette publique des pays nordiques en pourcentage du PIB

46,8 %

En 2025, la dette publique brute des cinq pays nordiques atteint en moyenne 46,8 % du PIB (moyenne pondérée), contre 82,6 % dans l'UE. Le Danemark (27,4 %) et la Suède (34,5 %) présentent les niveaux les plus faibles. La Norvège (54,0 %) et l'Islande (56,7 %) occupent une position intermédiaire. La Norvège détient toutefois, *via* son fonds souverain, des actifs financiers très supérieurs à sa dette brute. Hors Finlande (88,4%), la moyenne nordique s'établit à 39,1 %.

Sources : FMI, base de données des Perspectives de l'économie mondiale.

Pays nordiques

La Commission européenne relève ses prévisions de croissance pour les pays nordiques de l'Union. Dans ses prévisions d'automne du 17 novembre, la Commission anticipe en 2026 une croissance de 4,5 % au Danemark (contre 1,9 % en mai), de 2,8 % en Suède (contre 1,8 %) et de 1,6 % en Finlande (contre 0,8 %). La moyenne de l'UE s'établirait à 1,4 %. En 2027, la croissance ralentirait au Danemark (2,0 %) et en Suède (2,2 %) et resterait de 1,6 % en Finlande. En 2028, elle atteindrait 2,1 % au Danemark et 1,5 % en Suède comme en Finlande. Le marché du travail resterait dégradé en Finlande, où le taux de chômage atteindrait 10,6 % en 2026, contre 8,6 % en Suède et 7,0 % au Danemark.

Le taux de syndicalisation recule dans les pays nordiques. Le taux de syndicalisation moyen des pays nordiques est passé de 68 % en 2010 à 64 % en 2024. Cette baisse tient principalement au recul observé en Finlande, où le taux est passé de 72,6 % à 51,4 %. Le recul est plus modéré en Suède (de 68,5 % à 65,9 %) et au Danemark (de 64,3 % à 60,4 %). Le taux progresse légèrement en Norvège (de 50,2 % à 52,1 %) et reste très élevé en Islande (de 89,8 % à 90,6 %). En Suède, le taux de syndicalisation atteignait 84 % à la veille des grandes réformes des années 1990.

Danemark

Le FMI prévoit une croissance de 3,7 % au Danemark en 2026. Dans son rapport annuel au titre de l'article IV, le Fonds monétaire international prévoit une croissance de 3,7 % en 2026, puis de 2 % en 2027. Les exportations, notamment pharmaceutiques, en seraient le premier moteur, devant la consommation publique, soutenue par une politique budgétaire expansionniste. La Commission européenne, plus optimiste pour 2026, attribue plus de la moitié de la croissance aux exportations et anticipe une stabilisation du marché du travail après une période de forte création d'emplois, favorisée par le maintien en emploi des seniors et l'intégration de la main-d'œuvre étrangère. Selon le FMI, le solde public serait excédentaire à hauteur de 1,3 % du PIB en 2026, avant de revenir à l'équilibre en 2027, et l'inflation resterait contenue à 1,8 % en 2026, puis atteindrait 2,5 % en 2027. Estimant que l'activité se situe au-dessus de son potentiel, le FMI recommande une politique budgétaire neutre. Il préconise aussi d'accroître l'offre de main-d'œuvre, de favoriser la diffusion de l'IA pour soutenir la productivité et de développer des sources de financement nationales pour les jeunes entreprises innovantes.

Le gouvernement et ses partis de soutien consacrent 3,9 Md DKK (523 M€) à la transition du chauffage et des transports. Le gouvernement et ses partis de soutien, l'Alternative (*Alternativet*) et la Liste de l'unité (*Enhedslisten*), ont conclu cet accord partiel (*delaftale*), qui court jusqu'en 2035, dans le cadre des négociations sur le projet de loi de finances pour 2027 (*finanslov*). Les aides aux pompes à chaleur, à la déconnexion du réseau de gaz et au raccordement au chauffage urbain sont prolongées en 2027. Les partis s'engagent à interdire l'installation de nouvelles chaudières au fioul et au gaz, sans fixer de date. Une enveloppe de 2,675 Md DKK (359 M€) est réservée à une future initiative sur le chauffage décarboné pour la période 2028-2035. L'accord crée enfin une aide sociale au leasing de voitures électriques, dotée de 450 M DKK (60 M€) sur 2028-2030.

Le gouvernement et le Parti populaire danois adoptent une réforme fiscale. Mises en œuvre entre 2027 et 2030, les principales mesures sont la baisse progressive de l'impôt sur les sociétés de 22 % à 19 % en trois ans, la suppression de deux tranches de l'impôt sur le revenu (la tranche sur les très hauts revenus, *toptopskat*, en 2028, et la tranche intermédiaire, *mellemskat*, progressivement d'ici 2029), le report à 2028 de la hausse de la taxe d'immatriculation des voitures électriques, une baisse temporaire de 2 DKK (0,27 €) par litre de la taxe sur l'essence et le diesel en 2027, et le relèvement progressif du plafond du compte d'épargne en actions, porté à 514 600 DKK (69 000 €) en 2030. Le patronat regrette que la réforme soit en partie financée par les entreprises. Le ministère de la Fiscalité et de la Croissance prévoit qu'elle accentuera les écarts de revenus en 2030.

Plus de la moitié des licornes danoises ont transféré leur siège à l'étranger depuis 2000. Selon une analyse de la Confédération de l'industrie danoise (*Dansk Industri*), elles se sont principalement installées dans la *Silicon Valley* et en Suède, en raison d'une fiscalité élevée sur les revenus du capital et d'un manque de capital-risque. Pour y remédier, le ministre de la Croissance, Jakob Engel-Schmidt, soutient une proposition visant à simplifier les exigences administratives et à orienter davantage les 5 000 Md DKK (669 Md€) gérés par les fonds de pension vers les entreprises danoises en phase de croissance. Ces fonds investissent aujourd'hui très majoritairement leurs actions aux États-Unis. L'initiative française

Tibi, déployée depuis 2020, servirait de modèle.

Netcompany entre au capital du supercalculateur d'IA danois _Gefion_. Le 10 novembre, le *Danish Centre for AI Innovation* (DCAI), qui exploite *Gefion*, a annoncé un investissement conjoint de 500 M DKK (66,9 M€) pour répondre à la forte hausse de la demande. *Netcompany* en apporte 325 M DKK (43,5 M€) et devient copropriétaire de l'infrastructure, aux côtés de la banque publique d'investissement *EIFO*, qui investit 125 M DKK (16,7 M€), et de la fondation *Novo Nordisk*, qui apporte 25 M DKK (3,3 M€). La fondation reste majoritaire avec 52,6 % du capital, *EIFO* et *Netcompany* en détenant chacun 23,7 %. Cet apport s'ajoute aux 700 M DKK (94 M€) investis par *EIFO* et la fondation lors de la mise en service du supercalculateur en 2024. L'objectif affiché est de renforcer les infrastructures danoises d'IA et de garantir aux entreprises et au secteur public l'accès à une capacité de calcul sécurisée et souveraine. *Netcompany* était déjà l'un des principaux clients de *Gefion*.

Le Danemark se classe quatrième au classement 2026 de l'IMD sur la compétitivité numérique. Le Danemark, qui gagne une place, est devancé par les États-Unis, Singapour et les Pays-Bas dans ce classement de l'*Institute for Management Development* (IMD), qui compare plus de 70 pays. L'institut met en avant un cadre réglementaire qu'il juge particulièrement favorable et une diffusion avancée du numérique dans la société et les entreprises. La Confédération de l'industrie danoise (*Dansk Industri*) relève toutefois que le Danemark n'est que 34e pour sa capacité à investir dans l'IA et les technologies numériques innovantes. Elle appelle à renforcer nettement les investissements dans la recherche et l'innovation numériques, ainsi que les passerelles entre la recherche et les entreprises.

Finlande

L'inflation finlandaise atteint 3,1 % en octobre. Les prix à la consommation augmentent de 3,1 % sur un an et de 0,4 % sur un mois. L'essence, le diesel et les intérêts des crédits immobiliers sont les principales contributions à la hausse. L'inflation sous-jacente, hors alimentation et énergie, reste plus modérée, à 1,8 %. L'indice des prix à la consommation harmonisé progresse de 3,2 %, contre 4,0 % dans la zone euro.

Le solde des échanges de biens et services devient déficitaire. Au troisième trimestre, les exportations de biens et services augmentent de 8 % sur un an (+2,5 Md€) et les importations de 19 % (+5,4 Md€). Le solde devient légèrement déficitaire (-281 M€), contre un excédent de 2,8 Md€ un an plus tôt. En septembre, la balance courante, qui intègre aussi les revenus et les transferts avec l'étranger, enregistre un déficit de 0,5 Md€, portant son déficit cumulé sur douze mois à 1,7 Md€.

Les faillites augmentent, tandis que les créations d'entreprises restent élevées. Au troisième trimestre, le nombre moyen de procédures de faillite engagées s'établit à 4 092, son plus haut niveau depuis 2000, dans une tendance haussière continue depuis janvier 2021. La construction, le commerce et l'industrie manufacturière sont les secteurs les plus touchés. Parallèlement, 14 904 entreprises ont été immatriculées au troisième trimestre, en hausse de 6,1 % sur un an. Sur les neuf premiers mois de l'année, les immatriculations reculent légèrement par rapport à 2025 (-1,2 %), mais restent supérieures à leur niveau de 2024 (+7,7 %). Sur douze mois glissants, elles atteignent 59 742, un niveau quasi stable (+0,1 %).

Le ministère de l'Économie et de l'Emploi anticipe une reprise de l'emploi dès la fin de 2026. Selon ses prévisions publiées le 17 novembre, le taux de chômage reculerait progressivement, de 10,3 % en 2026 à 9,6 % en 2027 et 9,4 % en 2028. Le maintien en activité des plus de 64 ans contribuerait de plus en plus à la hausse de l'emploi. L'amélioration resterait lente : le chômage des jeunes commencerait à reculer au tournant de 2026-2027 et le chômage de longue durée (44 % des inscrits en septembre) à partir de 2028.

***Nokia* s'associe à quatre partenaires pour un projet de *gigafactory* d'IA.** *Nokia* a annoncé le 16 novembre la création du consortium *AI Gigafactory Northern* avec *Nscale*, *Telia*, *Verda* et *Skeleton*. Le projet prévoit un réseau de centres de calcul à Oulu, ainsi qu'en Estonie, en Lettonie et en Suède, destiné au développement et à l'utilisation de modèles d'IA par les entreprises, les chercheurs et les administrations. L'investissement, de plusieurs milliards d'euros, est conditionné à l'obtention d'un financement européen. Les partenaires sont candidats à l'appel d'offres d'*EuroHPC*, l'initiative européenne consacrée aux supercalculateurs.

Les entreprises issues de start-up finlandaises ont réalisé 13,4 Md€ de chiffre d'affaires en 2024. Selon une étude du fonds public d'investissement *TESI*, ce montant est en forte hausse par rapport à 2015 (5,2 Md€). Le périmètre inclut les entreprises devenues matures. Ces entreprises emploient environ 51 000 personnes dans le monde, dont 43 000 en Finlande, les start-up en phase d'amorçage employant environ 8 000 personnes. Leurs dépenses de R&D atteignent 952 M€, soit environ 16 % du total national. L'IA occupe une place croissante : elle concerne environ 14 % des start-up fondées en 2025, contre 2 % en 2020.

Wärtsilä construira une centrale de 43 MW pour renforcer la flexibilité du réseau électrique finlandais. Le groupe a annoncé le 12 novembre un contrat avec le producteur d'électricité *EPV Energy* pour une centrale à moteurs à gaz sur le site de Mertaniemi, à Lappeenranta, dans le sud-est du pays. L'installation fournira une production rapidement mobilisable lors des pics de consommation ou lorsque la production éolienne et solaire est insuffisante. Elle fonctionnera d'abord au gaz naturel, puis progressivement au biogaz et au gaz de synthèse renouvelable, selon leur disponibilité. Sa mise en service complète est prévue au premier semestre 2029.

Iceye lance une offre publique d'achat sur l'italien _Avio_. L'offre sur le constructeur des lanceurs spatiaux Vega valorise l'entreprise à environ 2 Md€ et serait financée par la trésorerie d'*Iceye* et par l'emprunt. Le rapprochement réunirait la fabrication de satellites, le renseignement spatial et les capacités de lancement au sein d'un même groupe. En cas de succès, *Iceye* prévoit d'investir 1 Md€ supplémentaire en Italie sur cinq ans et de créer jusqu'à 400 emplois.

L'UE accorde 9,55 M€ à la Finlande pour réparer plus rapidement les câbles sous-marins de la Baltique. La Commission européenne a attribué ce financement au projet *Merikarhu*, mené avec la Suède et l'Estonie. Il prévoit l'acquisition d'équipements modulaires permettant de mobiliser rapidement des navires pour réparer les câbles sous-marins de télécommunications et d'énergie. Le projet vise à renforcer l'autonomie opérationnelle de la Finlande en cas de crise, après les ruptures répétées de câbles en mer Baltique depuis 2023. Entre novembre 2024 et mars 2025, trois interventions sur le câble finlandais C-Lion1 avaient nécessité l'envoi d'un navire spécialisé depuis la France.

Islande

La Banque centrale d'Islande maintient son taux directeur à 8 %. Le comité de politique monétaire de la Banque centrale d'Islande (*Seðlabanki Íslands*, BCI) a décidé à l'unanimité, le 18 novembre, de maintenir son taux directeur à 8 %. L'inflation s'est établie à 5,9 % en octobre, comme en septembre (5,6 % en août), et la cible de 2,5 % n'a pas été atteinte depuis plus de six ans. La hausse des prix s'est accentuée ces derniers mois, en partie sous l'effet des prix internationaux des carburants, tandis que l'inflation sous-jacente reste stable, autour de 4 %. La BCI estime toutefois qu'un ralentissement rapide de l'inflation en 2027 devient plus probable, en raison de l'affaiblissement de la demande intérieure et de la dégradation des perspectives de croissance. Le président de la Fédération des industries islandaises, Þorsteinn Víglundsson, juge la décision erronée : selon lui, la BCI se concentre « trop sur le court terme ». Le président de la Fédération islandaise des syndicats de travailleurs, Vilhjálmur Birgisson, regrette l'absence d'une première baisse de 0,25 point.

La BCI obtient l'accès à une facilité de liquidité en euros de l'Eurosystème. Selon un communiqué de la BCI du 10 novembre, la Banque centrale européenne a approuvé sa demande d'accès à la facilité de pension de l'Eurosystème pour les banques centrales (EUREP). La BCI pourra ainsi obtenir des liquidités en euros à court terme, ce qui renforcera sa résilience et la flexibilité de la gestion de ses réserves de change.

L'Islande fait appel à l'expertise étrangère pour ses plus grands projets routiers. L'entreprise publique *Göng og brú* (« Tunnels et ponts »), créée cet été pour financer, construire et exploiter les plus grands projets d'infrastructure de transport du pays, a lancé un appel d'offres pour la gestion de projet et la conception préliminaire de la liaison routière *Sundabraut*, entre Reykjavík et Kjalarnes, au nord de la capitale, et du doublement du tunnel sous le Hvalfjörður. Ouvert aux candidats de l'Espace économique européen jusqu'au 7 décembre, ce contrat d'une durée initiale de cinq ans est évalué à 150 M€. Les premiers appels d'offres pour les travaux pourraient être lancés en 2028.

Le *Blue Lagoon* entre en Bourse à Reykjavík. Les actions de *Bláa lónið*, société exploitante du *Blue Lagoon*, sont cotées au *Nasdaq Iceland* depuis le 20 novembre. L'offre au public a attiré près de 4 000 souscripteurs, pour un montant total de 15,3 Md ISK (112 M€). La demande des investisseurs institutionnels, notamment des fonds de pension islandais, a été plus faible que prévu, ce qui a conduit le groupe à élargir son offre aux particuliers. Ces derniers ont finalement acquis quatre actions sur dix.

***Icelandair* signe une convention collective avec ses mécaniciens.** *Icelandair* et le syndicat des mécaniciens d'aéronefs ont signé une convention collective couvrant la période du 1er janvier 2026 au 1er septembre 2028, sur la base d'une proposition du médiateur public (*ríkissáttasemjari*). L'accord sera soumis au vote des adhérents d'ici le 1er décembre. Les mécaniciens avaient entamé le 23 septembre une grève, aussitôt suspendue, qui aurait coûté plus de 500 M ISK (3,6 M€) à la compagnie.

Norvège

Le gouvernement présente son projet de réforme des retraites. La ministre du Travail, Kjersti Stenseng, a présenté le 17 novembre le projet de loi qui sera soumis au Parlement au printemps 2027. Le Parlement avait adopté en 2024 l'accord-cadre prévoyant un relèvement progressif de l'âge de départ en fonction de l'espérance de vie (82,4 ans en moyenne en Norvège). L'âge de départ à taux plein, aujourd'hui de 67 ans, augmenterait d'environ un an par décennie, à partir de la génération 1967 (contre 1964 dans la loi de 2024). L'âge minimal de départ, sans taux plein, passerait de 62 à 65 ans. L'âge jusqu'auquel l'emploi est protégé a déjà été relevé de 70 à 72 ans le 1er janvier 2026, et l'âge limite d'acquisition des droits reste fixé à 75 ans. Selon la ministre, « nous vivons plus longtemps et la plupart d'entre nous restent en bonne santé plus longtemps. C'est pourquoi nous devons également travailler un peu plus longtemps si nous voulons que le système de retraite soit viable pour nos enfants et nos petits-enfants ».

Deux membres du gouvernement se rendent en Chine pour soutenir les exportations norvégiennes. La ministre du Commerce et de l'Industrie, Cecilie Myrseth, s'est rendue du 3 au 8 novembre à Pékin et à Shanghai avec une délégation d'entreprises (*Kongsberg Maritime*, *Yara*, *Aker BioMarine*, *Tine* et le Conseil norvégien des produits de la mer). Elle a rencontré le ministre chinois du Commerce, Wang Wentao, et plaidé pour un meilleur accès au marché et des échanges plus équilibrés. La secrétaire d'État à l'Agriculture et à l'Alimentation, Hanne-Berit Brekken, a signé le 7 novembre à Shanghai un accord autorisant l'exportation de produits laitiers norvégiens vers la Chine. Un accord élargissant l'accès des produits de la mer norvégiens au marché chinois avait été signé le 29 octobre. Plus de 100 entreprises norvégiennes sont présentes en Chine.

Un homme d'affaires russe se porte candidat au rachat de la mine de cuivre de Nussir. Artem Volynet, homme d'affaires russe et directeur de la société minière britannique *ACG Metals*, s'est dit prêt à racheter *Blue Moon Norway*, filiale du groupe minier canadien *Blue Moon*, qui détient 94,52 % de la mine de Nussir, dans le Finnmark. Le montant proposé serait de 220 M$. Le ministère du Commerce et de l'Industrie a confirmé s'être entretenu avec ce repreneur potentiel. Le Parti vert, le Parti chrétien-populaire et le Parti du centre appellent le gouvernement à la plus grande vigilance, le cuivre étant une matière première critique.

***Statnett* suspend l'attribution de nouvelles capacités électriques aux centres de données.** Le gestionnaire du réseau de transport d'électricité a annoncé le 9 novembre, en présence du ministre de l'Énergie, Terje Aasland, que cette suspension s'appliquerait jusqu'au 1er août 2027 au plus tard. La mesure vise à garantir la sécurité et la stabilité du système électrique face à la forte croissance de la demande des centres de données. Les projets déjà autorisés ou raccordés ne sont pas concernés, mais ne pourront pas obtenir de capacité supplémentaire. Le gouvernement souhaite également instaurer un régime de concession imposant des exigences aux nouveaux centres de données. Le secteur représente 4 200 MW de capacité réservée, 9 100 MW en file d'attente et 18 000 MW de demandes, pour une pointe de consommation nationale d'un peu plus de 25 000 MW.

Le gouvernement veut diviser par deux les délais de construction de l'éolien terrestre. Le ministère de l'Énergie a mis en consultation le 6 novembre un projet de loi visant à réduire de moitié le délai de construction des parcs éoliens terrestres et des réseaux associés, estimé

entre 7 et 14 ans par un rapport de 2022. Ce texte fait suite au plan éolien publié le 7 août. Il vise à relancer un secteur à l'arrêt en raison d'oppositions environnementales et locales. Les communes n'auraient plus à adopter de plan d'aménagement avant que l'autorité de régulation NVE délivre la concession, et l'État, les régions et les communes ne pourraient plus déposer d'objection formelle contre une demande de concession. Les installations de batteries relèveraient d'une seule autorité : la NVE si elles sont soumises à concession, la commune dans le cas contraire. La loi pourrait entrer en vigueur en juillet 2027.

Le gouvernement consulte sur l'avenir du crédit d'impôt recherche *Skattefunn*. Le ministère des Finances, avec ceux de l'Industrie et de l'Éducation, a lancé le 4 novembre une consultation publique sur *Skattefunn*, qui permet aux entreprises de déduire de leur impôt 19 % des coûts d'un projet de R&D. Géré par le Conseil norvégien de la recherche et l'administration fiscale, le dispositif est doté de 345 M€. L'objectif est d'inciter les entreprises à investir davantage dans la R&D, notamment en coopération avec des centres de recherche, à enveloppe constante, en réorientant une partie des fonds vers des outils jugés plus efficaces.

Suède

Le budget de transition maintient les prévisions de croissance. Le budget de transition pour 2027 (*övergångsbudget*), présenté au *Riksdag* le 12 novembre par la ministre des Finances sortante, Elisabeth Svantesson, reprend les prévisions du 8 octobre : le PIB progresserait de 3,0 % en 2026 et de 2,3 % en 2027, après 1,4 % en 2025. Selon le ministère des Finances, la phase de basse conjoncture (*lågkonjunktur*) prendrait fin en 2027. La ministre a désigné le conflit au Moyen-Orient, par ses effets sur les prix du pétrole et du gaz, comme un facteur déterminant pour l'économie. Conformément aux principes arrêtés avec l'ensemble des partis, le texte reconduit les crédits de 2026, en augmentant néanmoins le budget de la défense et celui de la justice.

L'inflation recule à 1,1 % en octobre. Selon l'office statistique *Statistiska centralbyrån* (SCB), l'inflation mesurée par l'indice KPIF, cible de la *Riksbank*, est passée de 1,5 % en septembre à 1,1 % en octobre. Hors énergie, elle s'établit à 0,1 %, contre 0,5 % en septembre. Les prix alimentaires, en baisse de 7,0 % sur un an à la suite de la réduction temporaire de la TVA sur l'alimentation au 1er avril 2026, constituent la principale contribution négative. À l'inverse, la hausse des prix de l'électricité (+14,3 %) et des carburants (+25,2 %) ajoute un point à l'inflation.

La consommation des ménages progresse de 1,2 % en octobre. Selon l'indicateur mensuel de SCB publié le 11 novembre, la consommation des ménages a augmenté de 1,2 % en volume par rapport à septembre et de 3,3 % sur un an, en données corrigées des variations saisonnières et des jours ouvrés. Sa croissance annuelle est positive depuis juillet 2024. Les dépenses de loisirs, de sport et de culture enregistrent la plus forte hausse sur le mois (+6,4 %). Cette première estimation, fondée sur des données de cartes bancaires, peut être révisée.

Le chômage recule à 6,3 %. Selon l'agence pour l'emploi *Arbetsförmedlingen*, le taux de chômage des demandeurs d'emploi inscrits s'établissait à 6,3 % de la population active fin octobre, en baisse de 0,4 point sur un an. Il atteint 13,0 % pour les personnes nées à l'étranger (14,5 % un an plus tôt), contre 4,1 % pour les personnes nées en Suède. Au total, 146 000 personnes sont sans emploi depuis au moins douze mois. Au sens du Bureau international du travail, le taux de chômage mesuré par SCB est resté stable au troisième trimestre, à 8,7 % en données corrigées des variations saisonnières.

***Evroc* et *Telia* lancent un cloud souverain pour le secteur public.** La plateforme *Government Cloud*, présentée par la start-up *Evroc* et l'opérateur *Telia* comme le premier cloud souverain de Suède, doit héberger et traiter les données sensibles du secteur public, notamment dans la santé et l'éducation. Elle associe les logiciels d'*Evroc* aux infrastructures de *Telia*, dont ses centres de données et son réseau national de fibre optique, via sa filiale *Telia Cygate*. Le fonds *EQT Ventures*, investisseur d'*Evroc*, juge que le potentiel de développement international de l'initiative est élevé.

Le capital-risque investi en Suède doublerait en 2026 selon *Atomico*. Selon le rapport annuel du fonds *Atomico* sur la tech européenne, les investissements en capital-risque en Suède atteindraient 5,8 Md$ en 2026 (4e rang européen), contre 2,7 Md$ en 2025, soit une hausse de plus de 110 %. Les principales opérations sont celles de *Stegra* (1,54 Md$), *Neko Health* (700 M$), *Legora* (550 M$) et *Lovable* (400 M$). Rapportés au PIB (0,78 %), ces investissements placent la Suède au premier rang européen, devant le Royaume-Uni

(0,73 %) et la Finlande (0,72 %), pour une moyenne européenne de 0,28 % et 0,35 % en France. La valorisation cumulée du secteur technologique suédois atteindrait 85 Md$ en 2026 (12 % du PIB), en hausse de 30 % sur un an.

Le français *VusionGroup* lance une offre publique d'achat sur *Pricer*.

Le 17 novembre, *VusionGroup*, coté à Paris, a proposé 6,00 SEK par action pour le suédois *Pricer*, spécialiste des étiquettes électroniques pour la grande distribution, soit une valorisation d'environ 980 M SEK (88 M€). L'offre représente une prime de 29,6 % sur le dernier cours de clôture au *Nasdaq* Stockholm. Elle est recommandée à l'unanimité par le conseil d'administration de *Pricer* et soutenue par son principal actionnaire, *Sterling Strategic Value Fund* (14,15 % du capital). La période d'acceptation est prévue du 8 décembre 2026 au 5 janvier 2027, et l'opération est conditionnée à la détention de plus de 90 % du capital. En cas de succès, *VusionGroup* prévoit un rachat obligatoire des actions restantes et le retrait de *Pricer* de la cote. *Pricer* compte notamment Carrefour, Super U et Intermarché parmi ses clients en France.

SKF scinde son activité automobile dans une nouvelle société cotée.

Le fabricant de roulements *SKF* prévoit de transférer ses activités automobiles à une société indépendante, *SKF Vertevo*, cotée au *Nasdaq* Stockholm à partir du 1er décembre 2026. Les actionnaires recevront une action *Vertevo* pour cinq actions *SKF*. *SKF* se recentrera sur ses activités industrielles. *Vertevo* vise une marge opérationnelle de plus de 6 % à moyen terme et de 8 % à long terme.

Kry rachète la plateforme de soins en ligne *Min Doktor*.

Le suédois *Kry*, présent dans cinq pays, acquiert la totalité du capital de *Min Doktor*. Plusieurs actionnaires de *Min Doktor*, dont *Apotek Hjärtat* (groupe *ICA*) et *EQT Ventures*, entrent au capital de *Kry*. Le chiffre d'affaires du nouvel ensemble atteindrait environ 260 M€. En France, où il opérait sous le nom de *Livi* jusqu'en septembre 2026, *Kry* revendique plus de 4 millions de téléconsultations depuis 2018. L'opération doit être autorisée par les autorités de concurrence.

Indicateurs économiques des pays nordiques

Taux de croissance trimestriel *(en pourcentage, par rapport au trimestre précédent)* :

	2022 *(moyenne annuelle)*	2023 *(moyenne annuelle)*	2024 *(moyenne annuelle)*	2025 *(moyenne annuelle)*	T1 2026	T2 2026
Suède	1,5	-0,2	1,0	1,5	0,0	1,6
Danemark	0,4	0,6	3,5	2,9	1,5	0,3
Finlande	0,8	-0,9	0,4	0,8	0,8	0,4
Norvège[1]	3,2	0,1	2,1	1,1	0,4	0,7
dont PIB continental	*4,3*	*0,7*	*0,6*	*1,8*	0,2	0,3
Islande	9	5,6	-0,7	1,3	3,7	-3,0

Sources : OCDE, SCB, SSB, DST, Statice, Tilastokeskus

[1] Pour la Norvège, le PIB retenu dans cette ligne est le PIB total (y compris hydrocarbures). La ligne suivante décrit l'évolution du PIB continental (i.e. hors hydrocarbures).

Taux d'inflation trimestriel *(en glissement annuel)*[2] :

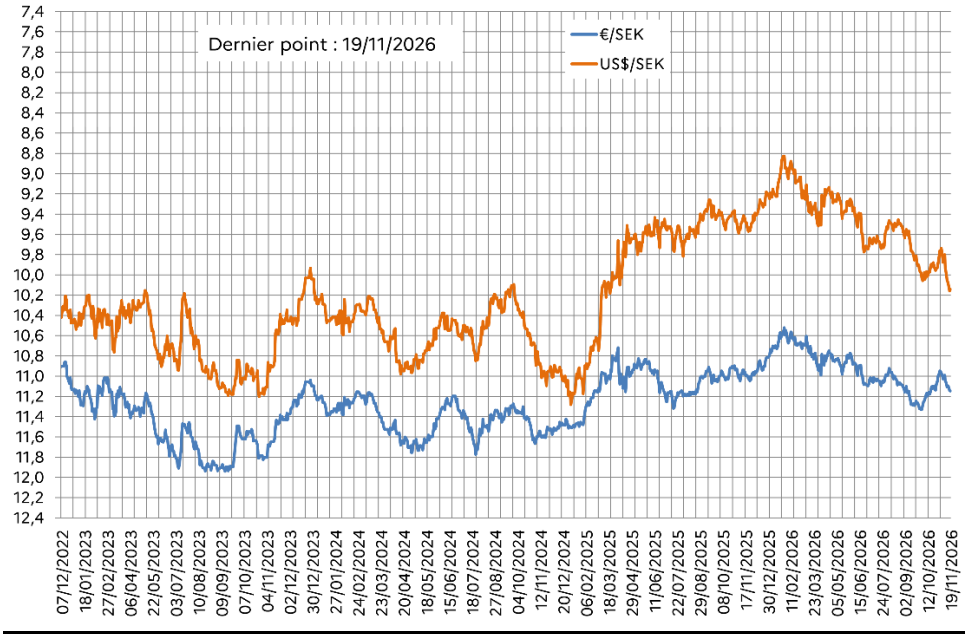
	2022 *(moyenne annuelle)*	2023 *(moyenne annuelle)*	2024 *(moyenne annuelle)*	2025 *(moyenne annuelle)*	T1 2026	T2 2026
Suède*	8,4	8,6	2,8	0,7	0,50	0,44
Danemark	7,7	3,3	1,4	1,9	0,90	1,71
Finlande	7,1	6,2	1,6	0,3	0,59	1,89
Norvège	5,8	5,5	3,2	3,1	3,31	3,07
Islande	8,3	8,8	5,9	4,1	5,25	5,19

Sources : OCDE

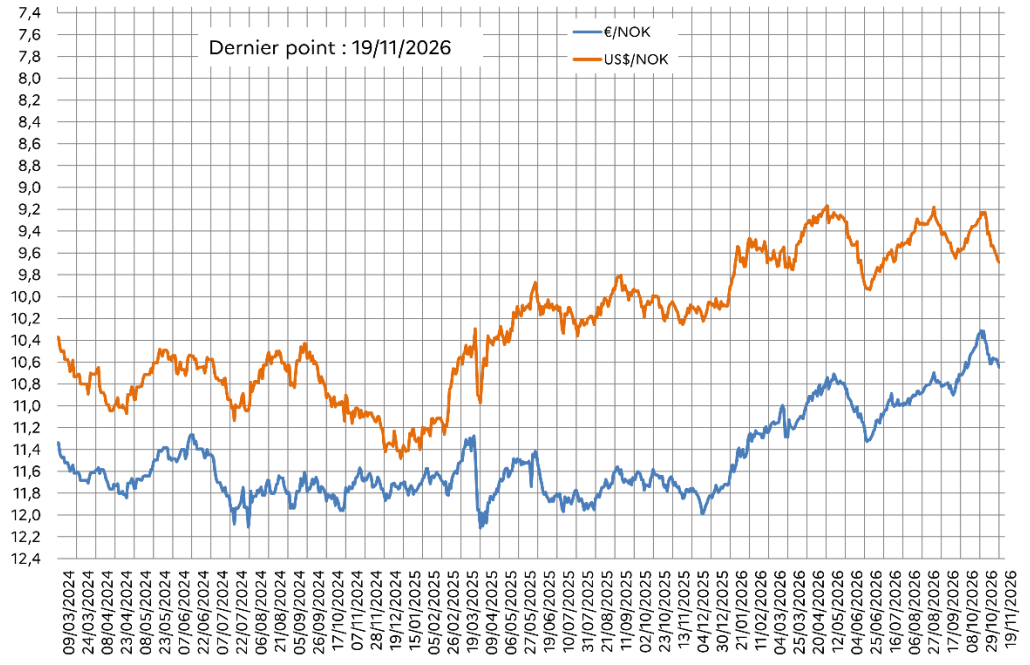
[2] L'indicateur retenu est la moyenne trimestrielle des taux d'inflation mensuel (en glissement annuel) de l'IPC. *IPC à taux variable, tenant compte des effets des taux d'intérêt sur les crédits hypothécaires.

Evolution des taux de change

Couronne suédoise



Couronne norvégienne



La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :
www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : la Cheffe du Service économique régional de Stockholm « pays nordiques **» S. Prudent**
stephanie.prudent@dgtresor.gouv.fr

Rédaction : avec les contributions des Services économiques de Copenhague (M. Garrigue-Guyonnaud, M. Valeur, V. Brigodiot, L. Meulle), Helsinki (L. Torrebruno, O. Alapekkala, K. Lardé), Oslo (F. Choblet, Y. Le Lamer Le Guitton), Stockholm (J. Lauer-Stumm, F. Lemaitre, J. Grosjean, J. Picard, A. White) et de l'ambassade de France en Islande (G. Wagner, M. Kuntzmann).

Abonnez-vous : juliette.picard@dgtresor.gouv.fr